



Lyon, le 5 juin 2018

**La présidente**

N° D181828

**Recommandée avec A.R.**

**Réf.** : ma lettre n° D181191 du 18 avril 2018

**P.J.** : 1

**ANNULE ET REMPLACE L'ENVOI N°D181731 du 28/05/2018**

Monsieur le Maire,

Par lettre citée en référence, je vous ai communiqué le rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes concernant la gestion de la commune nouvelle des Deux Alpes au cours de l'exercice 2017.

A l'issue du délai d'un mois fixé par l'article L. 243-5 du code des juridictions financières, je vous notifie à nouveau ce rapport, accompagné de votre réponse écrite.

En application du même article, vous avez l'obligation de communiquer le rapport d'observations de la chambre, auquel doit être jointe votre réponse écrite, à votre assemblée délibérante, dès sa plus proche réunion. Il doit faire l'objet d'une inscription à l'ordre du jour de celle-ci, être joint à la convocation adressée à chacun de ses membres et donner lieu à un débat.

Ce rapport devenant publiable et communicable dès cette réunion à toute personne qui en ferait la demande, conformément aux dispositions de l'article R. 243-14 du code des juridictions financières, je vous serais obligée de me faire connaître à quelle date ladite réunion aura lieu et de me communiquer, en temps utile, copie de son ordre du jour.

En application de l'article R. 243-17 du code des juridictions financières, une copie du rapport d'observations est, en outre, communiquée au préfet et au directeur départemental des finances publiques de l'Isère.

**Monsieur Pierre BALME**  
**Maire de la commune des Deux Alpes**  
Mairie  
48 avenue de la Muzelle  
BP 12  
38860 LES DEUX ALPES

J'appelle enfin votre attention sur les dispositions de l'article L. 243-9 au code des juridictions financières qui prévoit que "*...Dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, l'ordonnateur de la collectivité territoriale ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre présente, dans un rapport devant cette même assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes. Ce rapport est communiqué à la chambre régionale des comptes, qui fait une synthèse annuelle des rapports qui lui sont communiqués. Cette synthèse est présentée par le président de la chambre régionale des comptes devant la conférence territoriale de l'action publique. Chaque chambre régionale des comptes transmet cette synthèse à la Cour des comptes en vue de la présentation prescrite à l'article L. 143-9.*".

En application de ces dispositions, je vous demande de me communiquer, après sa présentation à l'assemblée délibérante dans le délai légal d'un an, le rapport relatif aux actions entreprises à la suite des observations de la chambre.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération la plus distinguée.

**Marie-Christine Dokhélar**



**RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES  
ET SA REPONSE**

**COMMUNE NOUVELLE  
DES DEUX ALPES**  
(Département de l'Isère)

Exercice 2017

Observations définitives  
délibérées le 6 février 2018

## SOMMAIRE

<b><u>1-</u></b>	<b><u>LA PRESENTATION DE LA COMMUNE NOUVELLE .....</u></b>	<b><u>6</u></b>
<b><u>2-</u></b>	<b><u>LES CONSEQUENCES ADMINISTRATIVES DE LA CREATION DE LA COMMUNE NOUVELLE .....</u></b>	<b><u>7</u></b>
2.1-	La gouvernance.....	7
2.2-	Les relations avec la communauté de communes de l'Oisans .....	8
2.2.1-	Présentation de la communauté de communes de l'Oisans .....	8
2.2.2-	La représentation de la commune nouvelle au sein de la communauté de communes .....	9
2.3-	Les relations avec les autres EPCI .....	10
<b><u>3-</u></b>	<b><u>LA GESTION INTERNE.....</u></b>	<b><u>10</u></b>
3.1-	La gestion des ressources humaines .....	10
3.2-	La commande publique.....	10
3.3-	La gestion des logements communaux.....	11
3.4-	La gestion de l'espace 1800 .....	11
<b><u>4-</u></b>	<b><u>L'EXPLOITATION DU DOMAINE SKIABLE .....</u></b>	<b><u>11</u></b>
4.1-	La gestion des remontées mécaniques.....	11
4.2-	La convention relative au fonctionnement de la télécabine de Venosc .....	11
4.3-	Les conventions relatives à la production de neige de culture.....	12
<b><u>5-</u></b>	<b><u>LES ENJEUX FINANCIERS DE LA COMMUNE NOUVELLE.....</u></b>	<b><u>12</u></b>
5.1-	L'organisation financière et budgétaire .....	12
5.2-	La situation financière.....	12
<b><u>6-</u></b>	<b><u>ANNEXE.....</u></b>	<b><u>14</u></b>
6.1-	Réponse de M. Pierre BALME, maire de la commune des Deux Alpes .....	14

## SYNTHESE

La chambre régionale des comptes Auvergne-Rhône-Alpes a conduit l'examen de la gestion de la commune nouvelle des Deux Alpes, issue de la fusion des communes de Mont-de-Lans et de Venosc, au 1<sup>er</sup> janvier 2017. Cet ensemble, qui regroupe près de 2 000 habitants, dispose d'un budget de plus de 21 M€ de recettes courantes.

La commune nouvelle a notamment repris les compétences précédemment exercées par le syndicat intercommunal des Deux Alpes qui a été dissous et s'est substituée au deux communes au sein de la communauté de communes de l'Oisans. Par arrêté du 28 décembre 2017, le préfet de l'Isère a transféré à la commune nouvelle des Deux Alpes les compétences exercées par la communauté de communes du canton de l'Oisans pour la station des Deux Alpes, à l'exception du tourisme.

La mise en place de la commune nouvelle est l'opportunité d'améliorer l'organisation des services, notamment en ce qui concerne la gestion des ressources humaines. Un service de la commande publique a été créé.

Les deux contrats confiant la gestion du domaine skiable à la société Deux Alpes Loisirs arriveront à échéance respectivement en juin 2023 et janvier 2024. Ce sera l'occasion pour les collectivités concernées de choisir l'autorité organisatrice du service des remontées mécaniques et les modalités de gestion de leur domaine skiable : la commune nouvelle, d'une part, et la commune de Saint-Christophe-en-Oisans, d'autre part, ou bien la communauté de communes de l'Oisans, ou encore un groupement d'autorités concédantes, créé à cet effet.

Dans l'hypothèse où l'autorité compétente souhaiterait recourir à une nouvelle délégation de service public, une procédure de mise en concurrence devra être organisée pour désigner le nouvel exploitant. Les conventions relatives à l'organisation des secours sur piste, au fonctionnement de la télécabine de Venosc, et à la production de neige de culture, doivent également être révisées. Ce sera là l'occasion d'améliorer des dispositifs juridiques qui ont fait l'objet d'observations de la chambre dans le cadre des contrôles des deux communes d'origine.

La fusion va permettre la perception de dotations de l'Etat plus importantes que celles attribuées aux deux communes d'origine. En revanche, la capacité d'endettement pourrait dépasser le seuil de neuf ans généralement considéré comme critique.

## RECOMMANDATIONS

Les recommandations formulées à la commune nouvelle des Deux Alpes sont issues d'observations de la chambre aux deux communes d'origine.

### Sur la gestion interne

**Recommandation n° 1** : achever la mise en place de la comptabilité d'engagement et d'un règlement financier interne.

**Recommandation n° 2** : confier la gestion de la commande publique à un service et le doter des outils adéquats.

**Recommandation n° 3** : respecter la durée légale du temps de travail de 1 607 heures.

**Recommandations n°4** : respecter la réglementation en matière d'attribution des heures supplémentaires.

### Sur la gestion du service public des remontées mécaniques

**Recommandation n° 5** : dresser l'inventaire détaillé des biens de la délégation en distinguant les biens de retour des biens de reprise et en déterminant la valeur de ces biens.

**Recommandation n° 6** : mettre en place un comité de pilotage et de suivi effectif de la délégation de service public et faire appel régulièrement à des experts chargés de produire un audit du fonctionnement de la délégation et de la définition de la politique commerciale et tarifaire.

**Recommandation n° 7** : réexaminer les règles d'indemnisation des propriétaires de terrains traversés par des engins de remontée mécanique ou par des pistes de ski, en fonction du préjudice réel subi.

**Recommandation n° 8** : poursuivre, conjointement avec la commune de Saint-Christophe-en-Oisans, la préparation de la nouvelle convention avec l'opérateur qui sera retenu et respecter les règles de la concurrence.

### Sur la gestion de la télécabine de Venosc

**Recommandation n° 9** : conclure une convention avec le département de l'Isère et le délégataire précisant clairement les engagements de chacune des parties et permettant de maîtriser la participation de la commune.

### Sur la gestion de la production de la neige de culture

**Recommandation n° 10** : poursuivre la réalisation de l'inventaire détaillé des installations d'enneigement artificiel et déterminer la valeur des biens, afin de faire apparaître, pour l'ensemble des installations de production de neige de culture, leur propriété ainsi que les modalités d'amortissement, et conclure, avec l'entreprise chargée de leur fonctionnement, une convention déterminant leur partage.

La chambre régionale des comptes Auvergne-Rhône-Alpes a procédé, dans le cadre de son programme de travail, au contrôle des comptes et de la gestion de la commune nouvelle des Deux Alpes pour l'exercice 2017, en veillant à intégrer, autant que possible, les données les plus récentes.

Le contrôle a été engagé par lettre du 13 juin 2017, adressée à M. Pierre Balme, maire de la commune depuis le 6 janvier 2017.

Les investigations ont porté plus particulièrement sur les points suivants :

- ♦ les conséquences administratives de la création de la commune nouvelle ;
- ♦ les conséquences sur l'exploitation du domaine skiable ;
- ♦ les enjeux financiers.

L'entretien prévu par l'article L. 243-1 al.1 du code des juridictions financières a eu lieu le 19 juin 2017 avec M. Pierre Balme.

Lors de sa séance du 12 juillet 2017, la chambre a formulé des observations provisoires qui ont été adressées le 26 septembre 2017 à M. Pierre Balme.

Après avoir examiné les réponses écrites et procédé aux auditions demandées, la chambre, lors de sa séance du 7 février 2018, a arrêté les observations définitives reproduites ci-après.

## 1- LA PRESENTATION DE LA COMMUNE NOUVELLE

Les communes de Mont-de-Lans et Venosc, qui ont fusionné fin 2016 pour donner naissance à la commune nouvelle des Deux Alpes, sont situées dans le massif de l'Oisans, dont le point culminant est le dôme des Ecrins à 4 088 mètres. Le nouveau territoire communal s'étend sur 5 672 hectares. La station de ski des Deux Alpes est implantée principalement sur ce territoire et, de manière plus limitée, sur celui de Saint-Christophe-en-Oisans.

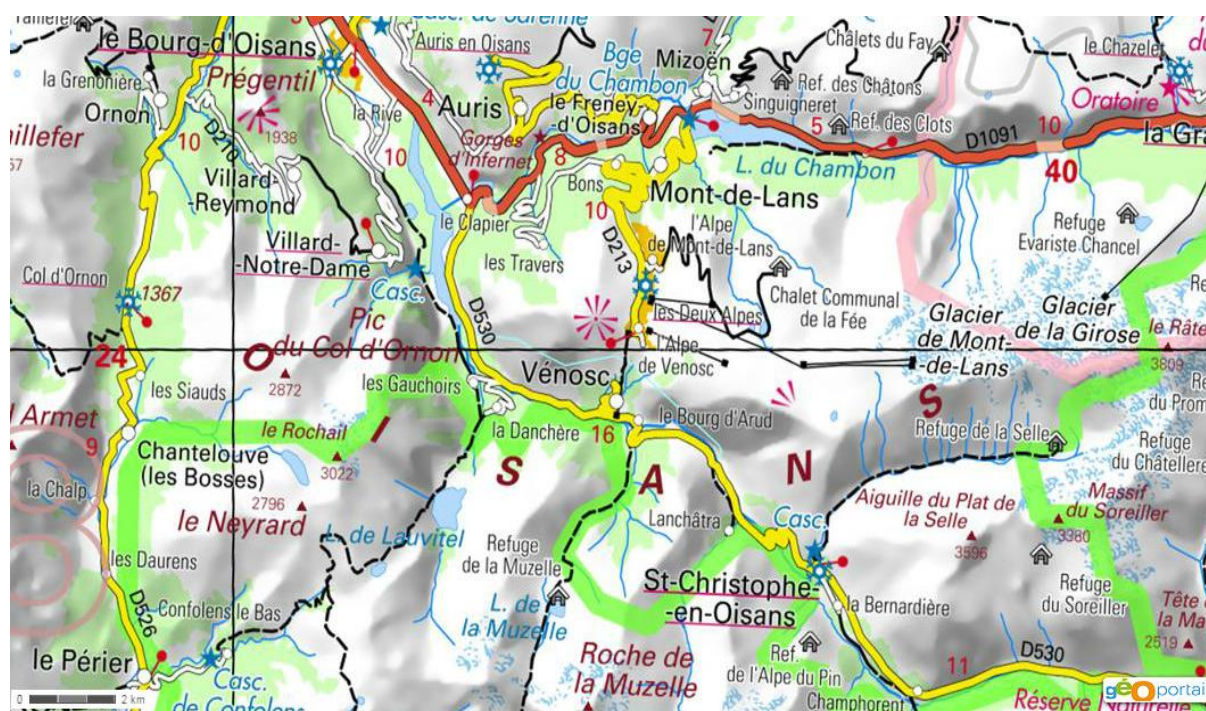
L'addition des populations estimées des deux communes donne un total proche de 2 000 habitants.

**Tableau 1 : Superficie et population**

Commune	Population	Superficie
Mont-de-Lans	1 227	3 166 ha
Venosc	792	2 506 ha
Commune nouvelle des Deux Alpes <sup>1</sup>	2 019	5 672 ha

Source : Fiches DGF 2016 des communes

**Carte 1**



Source : <https://www.geoportail.gouv.fr/>

Les conseils municipaux de Mont-de-Lans, Venosc et Saint-Christophe-en-Oisans ont défini le 30 novembre 2015 la méthode pour mettre en oeuvre la fusion. Un comité de pilotage, assisté de cabinets d'experts, a étudié les conditions financières et fiscales de ce processus. Plusieurs réunions des trois conseils municipaux et de nombreuses réunions publiques ont été organisées.

<sup>1</sup> Addition des données de chaque commune.



Par référendum du 20 mars 2016, les habitants de Saint-Christophe-en-Oisans ont rejeté le projet, par 53 voix contre 32. Une consultation informelle a été réalisée à Mont-de-Lans et des réunions publiques ont été organisées à Venosc.

Les conseils municipaux de Mont-de-Lans et de Venosc ont adopté, simultanément et de manière unanime, le projet de création de la commune nouvelle le 23 juin 2016. Ils ont validé le même jour une charte qui fixe les objectifs prioritaires assignés à la nouvelle entité.

## **2- LES CONSEQUENCES ADMINISTRATIVES DE LA CREATION DE LA COMMUNE NOUVELLE**

Les modalités de création d'une commune nouvelle sont fixées par les articles L. 2112-1 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT). L'arrêté du préfet de l'Isère du 28 septembre 2016, portant création de la commune nouvelle, précise que celle-ci entraîne :

- ♦ *« le transfert des biens, droits et obligations des anciennes communes ;*
- ♦ *la substitution [de la commune nouvelle] dans toutes les délibérations et dans tous les actes pris par les anciennes communes ;*
- ♦ *l'exécution des contrats dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties ;*
- ♦ *la substitution [de la commune nouvelle] aux anciennes communes dans les établissements publics de coopération intercommunale dont elles étaient membres.*
- ♦ *la dissolution du syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) des Deux Alpes au 1<sup>er</sup> janvier 2017 ; [dont] l'intégralité de l'actif et du passif est transférée de plein droit à la commune nouvelle Les Deux Alpes. ».*

### **2.1- La gouvernance**

MM. Pierre Balme et Stéphane Sauvebois ont été élus, le 6 janvier 2017, respectivement maire et maire adjoint, le premier étant également maire délégué de Venosc et le second, maire délégué de Mont-de-Lans. Deux adjoints et huit conseillers municipaux délégués ont également été élus. Le conseil municipal est constitué des conseillers municipaux de Venosc et de Mont-de-Lans élus en 2014, et ce jusqu'en 2020. Aux termes de la charte, ce conseil municipal sera appelé à élire à nouveau le maire et les adjoints dans un délai de dix-huit mois, afin de permettre l'alternance des représentations des deux communes historiques.

Conformément à la charte précitée, le siège de la nouvelle administration municipale est fixé dans l'ancienne mairie annexe de Mont-de-Lans, au cœur de la partie urbanisée de la station. Les mairies de Mont-de-Lans et de Venosc village sont conservées comme mairies annexes. L'ancienne mairie annexe de Venosc devrait être mise en vente.

Les deux communes historiques constituent des « communes déléguées<sup>2</sup> ».

---

<sup>2</sup> Une commune déléguée n'est plus une collectivité territoriale, mais reste une division administrative, avec un périmètre, un maire délégué et une population identifiée. Elle dispose de compétences propres. Articles L. 2113-10 et L. 2113-11 du CGCT.

## 2.2- Les relations avec la communauté de communes de l'Oisans

### 2.2.1- Présentation de la communauté de communes de l'Oisans

Mont-de-Lans et Venosc étaient membres de la communauté de communes de l'Oisans qui a succédé, en 2009, à la communauté de communes des Deux Alpes, composée de ces deux communes seulement, et dont le territoire a ensuite été étendu à l'ensemble des vingt communes du canton de l'Oisans.

Cet EPCI distinguait deux secteurs : celui de l'Oisans regroupait les compétences exercées sur l'ensemble du territoire, et celui des Deux Alpes ne concernait que les compétences liées à la station.

**Tableau 2 : Compétences exercées sur l'ensemble du territoire**

<b>compétences obligatoires</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aménagement de l'espace (schéma de cohérence territoriale) ;</li> <li>• Actions de développement économique intéressant l'ensemble de la communauté ; études et réalisation de projets d'intérêt communautaire et promotion touristique du territoire.</li> </ul>
<b>compétences optionnelles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Protection et mise en valeur de l'environnement et soutien aux actions de la maîtrise de la demande en énergie (élimination et valorisation des déchets, maison de l'énergie) ;</li> <li>• Création, aménagement et entretien de la voirie déclarée d'intérêt communautaire ;</li> <li>• Action sociale (soutien financier et matériel aux aides à domiciles en milieu rural (ADMR), création d'un centre intercommunal d'action sociale).</li> </ul>
<b>autres compétences</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Actions de soutien aux acteurs locaux dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la santé, du sport et de la culture ;</li> <li>• Aménagement, gestion et entretien de la maison médicale de l'Oisans ;</li> <li>• Aménagement, entretien et gestion des abattoirs ;</li> <li>• Aménagement et entretien des itinéraires de promenades et de randonnée (plan départemental des itinéraires pédestres et de randonnée – PDIPR) ;</li> <li>• Renouvellement d'équipements de diffusion et poteaux de télédiffusion ;</li> <li>• Contrat avec la région Rhône-Alpes pour le développement économique ;</li> <li>• Acquisitions foncières, aménagement et accès du nouveau collège ;</li> <li>• Aménagement, entretien et gestion d'un relais des services publics (RSP) ;</li> <li>• Service d'entretien des paysages et des espaces publics (SEPEP) : la communauté de communes de l'Oisans rend pour le compte de communes membres, n'ayant pas ou peu de services techniques en interne, des prestations de services en matière d'entretien des paysages et des espaces publics ;</li> <li>• Renouvellement d'équipements de poteaux de télévision.</li> </ul>

Source : site internet de la communauté de communes de l'Oisans

**Tableau 3 : Compétences exercées sur le secteur des Deux Alpes**

<b>compétences obligatoires</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Actions de développement touristique et économique intéressant le secteur (promotion de la zone d'activité touristique financée par la fiscalité professionnelle de zone, fonctionnement de l'office de tourisme des Deux Alpes, organisation de manifestations exceptionnelles sur la station).</li> </ul>
<b>compétences optionnelles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire (bibliothèque, école de musique, établissements scolaires des Deux Alpes, golf des Deux Alpes) ;</li> <li>• Politique du logement et du cadre de vie (Logement saisonnier, hébergement des renforts de sécurité et de secours).</li> </ul>
<b>autres compétences</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Création, entretien et gestion des garderies, crèches, cantines scolaires et du centre de loisirs ;</li> <li>• Transports touristiques et scolaires.</li> </ul>

Source : site internet de la communauté de communes de l'Oisans

Conformément à l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2016, la commune nouvelle se substitue aux deux communes historiques « *dans les établissements publics de coopération intercommunale dont elles étaient membres* ».

La commune nouvelle et la communauté de communes du canton de l'Oisans ont délibéré de manière concordante – respectivement le 18 décembre 2017 et le 28 septembre 2017 - pour demander le retour à la commune nouvelle des compétences suivantes auparavant exercées par la communauté de communes du canton de l'Oisans :

- le logement des saisonniers sur la station des Deux Alpes et l'hébergement des renforts saisonniers de sécurité et des services de secours sur la station des Deux Alpes ;
- les écoles maternelles et élémentaires de la station des Deux Alpes ;
- la bibliothèque et l'école de musique de la station des Deux Alpes ;
- le golf des Deux Alpes ;
- la création, l'entretien et la gestion des garderies, crèches, cantines scolaires et du centre de loisirs sur la station des Deux Alpes ;
- les transports touristiques et scolaires sur la station des Deux Alpes.

Ces transferts de compétences ont été décidés par arrêté préfectoral du 28 décembre 2017, mettant un terme à une situation critiquable liée à un exercice différencié des compétences sur le territoire communautaire, et clarifiant la gestion de ces compétences.

Cette nouvelle disposition implique le transfert des 19 agents de la communauté de communes affectés au secteur des Deux Alpes et celui de certaines infrastructures telles que la bibliothèque.

#### 2.2.2- La représentation de la commune nouvelle au sein de la communauté de communes

Conformément à l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2013, le conseil communautaire est composé de 47 membres représentant les communes en fonction de leur population. Les quatorze communes de moins de 800 habitants disposent de deux représentants chacune, les cinq communes comprises entre 800 et 3 000 habitants disposent de trois représentants chacune, et seule la commune chef-lieu du Bourg-d'Oisans dispose de quatre représentants.

Or les communes de Mont-de-Lans et de Venosc disposaient de trois représentants chacune. Selon l'ordonnateur, il n'est pas prévu de modifier la représentation des communes. Par conséquent, la commune nouvelle disposera de six représentants pour 2 000 habitants.

### **2.3- Les relations avec les autres EPCI**

La commune nouvelle devient membre du syndicat d'assainissement du canton de l'Oisans (SACO) et du syndicat des énergies de l'Isère (SEDI). Par ailleurs, le syndicat intercommunal à vocation multiple, dénommé SIVOM des Deux Alpes, créé en 2009 par les communes de Mont-de-Lans et de Venosc a été dissous lors de la fusion des deux communes. Ses compétences ont été reprises par la commune nouvelle :

- ♦ la création, l'aménagement et l'entretien de la voirie : nettoyage, déneigement, entretien de la voirie et des sentiers (hors PDIPR<sup>3</sup>) ainsi que des espaces verts des deux communes ;
- ♦ l'entretien et la gestion des bâtiments intercommunaux ;
- ♦ le traitement, l'adduction et la distribution de l'eau potable ;
- ♦ la gestion du réseau d'eaux pluviales ;
- ♦ l'assainissement ;
- ♦ les travaux et l'entretien des pistes de ski nordique ;
- ♦ l'enneigement artificiel ;
- ♦ la construction, la rénovation, l'entretien et la gestion de casernes de gendarmerie.

## **3- LA GESTION INTERNE**

### **3.1- La gestion des ressources humaines**

La gestion des ressources humaines à Venosc et à Mont-de-Lans n'était pas suffisamment rigoureuse : la durée annuelle légale du temps de travail de 1 607 heures n'était pas respectée, des heures supplémentaires ont été attribuées dans des conditions contraires à la réglementation. Le conseil municipal de Venosc n'avait pas délibéré sur la liste des emplois qui donnent lieu à l'attribution de logements de fonction et sur les modalités financières de la concession.

Selon l'ordonnateur, un nouvel accord sur le temps de travail, propre à l'organisation de la commune nouvelle et respectant la durée légale, sera élaboré dans le cadre des travaux du comité technique en associant les représentants du personnel.

### **3.2- La commande publique**

Selon l'ordonnateur, la municipalité de la commune nouvelle a mis en place un service des marchés publics composé de deux agents placés sous la responsabilité d'un directeur général adjoint, membre du comité de direction aux côtés de la directrice générale des services.

Ce service a été chargé de recenser l'ensemble des familles d'achat concernées, en analysant les dépenses réalisées par les anciennes communes de Mont-de-Lans et de Venosc et par le SIVOM.

---

<sup>3</sup> Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée.

### **3.3- La gestion des logements communaux**

La commune de Venosc disposait d'un parc d'une trentaine de logements. Les modalités de leur attribution étaient peu transparentes, puisqu'aucune information n'était diffusée lorsqu'un logement était susceptible de devenir disponible, alors même que l'offre immobilière locative est faible dans certains secteurs.

Selon l'ordonnateur, une réflexion est en cours pour instituer des règles permettant d'améliorer la transparence des conditions d'attribution de ces logements.

### **3.4- La gestion de l'espace 1800**

La gestion de la piscine de ce complexe immobilier, externalisée de 2012 à 2015, a été reprise en régie à compter de mi 2015. Il serait utile d'effectuer un suivi analytique en dépenses et en recettes de cette activité.

## **4- L'EXPLOITATION DU DOMAINE SKIABLE**

Mont-de-Lans et de Venosc avaient confié la gestion des remontées mécaniques, l'organisation des secours sur pistes et la production de neige de culture à la société Deux Alpes Loisirs (DAL), par conventions de délégation service public (DSP). Une convention avait également été conclue pour la gestion de la télécabine de Venosc. Ces conventions sont transférées à la nouvelle entité.

### **4.1- La gestion des remontées mécaniques**

Les conventions liant les communes de Mont-de-Lans et de Venosc arriveront à leur terme, respectivement les 30 juin 2023 et 19 janvier 2024. Ces échéances seront l'occasion pour les collectivités de choisir les modalités de gestion de leur domaine skiable et l'organisme exerçant cette compétence : la commune nouvelle, d'une part, et la commune de Saint-Christophe-en-Oisans, d'autre part, ou bien la communauté de communes de l'Oisans, ou encore un groupement d'autorités concédantes qui serait créé à cet effet.

Dans l'hypothèse où le délégant souhaiterait recourir à une délégation de service public, une procédure devrait être organisée pour désigner le nouvel exploitant.

Les conditions de la délégation devront être revues sur plusieurs aspects. En effet, pour tenir compte des observations formulées par la chambre pour les communes de Venosc et de Mont-de-Lans, il conviendrait de prendre un soin particulier en ce qui concerne :

- ♦ la tenue de l'inventaire ;
- ♦ l'information du ou des délégants ;
- ♦ les conditions d'adoption des tarifs par le ou les délégants ;
- ♦ le contrôle de l'activité et des comptes du délégataire ;
- ♦ le régime des gratuités ;
- ♦ la mise en place de servitudes.

### **4.2- La convention relative au fonctionnement de la télécabine de Venosc**

Le parc des remontées mécaniques comprend une télécabine qui permet de relier le village de Venosc à la station en dix minutes au lieu de 40 minutes par la route. En 2003, le département de l'Isère a souhaité l'intégrer dans son réseau de transports, ce qui a soulevé

deux difficultés : l'élargissement des horaires d'ouverture et l'accès à des passagers titulaires d'un titre de transport « Transisère » non vendu par DAL.

La chambre recommande de revoir le cadre de la gestion de cet équipement, en concluant une convention avec le département et avec le délégataire, comprenant un dispositif clair de calcul de l'indemnisation de la société préservant les intérêts financiers de la collectivité de l'ensemble des parties.

#### **4.3- Les conventions relatives à la production de neige de culture**

Conformément aux conventions de DSP conclues entre les communes de Mont-de-Lans et de Venosc, le concessionnaire est chargé d'assurer le fonctionnement des engins de production de neige de culture, et les communes financent et entretiennent ces engins.

Les deux communes avaient transféré cette compétence au SIVOM des Deux Alpes et, de fait, une convention était conclue chaque année entre cet EPCI et la société afin de définir les conditions de mise à disposition de ces engins.

Ces conventions devront être désormais conclues entre la commune nouvelle et DAL. Ce devrait être l'occasion de définir les programmes d'investissement, leur calendrier, ainsi que l'inscription des biens concernés à l'inventaire de la commune nouvelle.

### **5- LES ENJEUX FINANCIERS DE LA COMMUNE NOUVELLE**

#### **5.1- L'organisation financière et budgétaire**

La commune nouvelle dispose d'un budget principal et d'un budget annexe de l'eau, hérité du SIVOM des Deux Alpes. La compétence assainissement est déléguée au syndicat d'assainissement du canton de l'Oisans et de la basse Romanche (SACO).

La population de la commune nouvelle étant inférieure à 3 500 habitants, la tenue d'un débat d'orientation budgétaire n'est pas obligatoire, mais néanmoins utile compte tenu du montant du budget et des enjeux d'investissements d'une commune sur le territoire de laquelle se trouve une station de sports d'hiver. Un débat d'orientation budgétaire s'est tenu le 10 avril 2017, avant l'adoption du budget pour 2017.

Les annexes aux documents budgétaires étaient incomplètes, mais l'ordonnateur s'est engagé à veiller à la qualité des documents budgétaires à l'avenir.

#### **5.2- La situation financière**

Les opérations comptables de mise en place de la commune nouvelle et de dissolution du syndicat étant en cours, la consolidation financière du nouvel organisme est délicate.

Une étude d'un cabinet de consultants présentée lors d'une réunion de travail du 20 mai 2016, fait apparaître, après harmonisation de la fiscalité, consolidation des budgets des deux communes et du SIVOM, et en prenant pour hypothèse une évolution favorable de la dotation globale de fonctionnement (DGF) jusqu'en 2020 et le réaménagement d'emprunts structurés, une capacité de désendettement supérieure à neuf ans, ce qui est considéré comme un seuil d'alerte.

**Tableau 4 : Hypothèses de fiscalité**

	Taux 2016		Taux 2017
	Mont-de-Lans	Venosc	Commune nouvelle
<b>Taxe d'habitation</b>	18,33 %	17,88 %	<b>17,88 %</b>
<b>Taxe foncière</b>	27,49 %	26,82 %	<b>27,26 %</b>
<b>Taxe sur le foncier non bâti</b>	49,63 %	48,42 %	<b>49,01 %</b>

Source : commune nouvelle des Deux Alpes, étude présentée le 20 mai 2016.

Cette étude prend pour hypothèse un important programme de produits de cession de 800 000 € par an jusque 2020. Le remboursement d'emprunts structurés souscrits par la commune de Mont-de-Lans a donné lieu au versement d'une indemnité de 13 M€, financée par un nouvel emprunt, et a bénéficié d'une aide de l'Etat, au titre du fonds de soutien, d'un montant de 0,7 M€ sur 10 ans. Cette aide est prise en compte dans le total des produits de gestion dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 5 : le financement des investissements, prospective**

M€	2017	2018	2019	2020
Produits de gestion	16,049	16,241	16,449	16,659
Charges de gestion	11,601	11,757	11,914	12,074
Excédent brut de fonctionnement	4,447	4,484	4,535	4,584
Résultat financier	1,916	1,891	1,212	1,165
<b>CAF brute</b>	<b>2,530</b>	<b>2,592</b>	<b>3,322</b>	<b>3,419</b>
Annuité en capital de la dette	1,694	1,803	3,189	3,132
CAF nette	0,836	0,789	0,133	0,287
Recettes d'investissement hors emprunt	1,928	1,528	1,528	1,528
Financement propre disponible	2,765	2,317	1,661	1,815
Dépenses d'équipement	3,100	2,000	2,000	2,000
Besoin de financement	- 0,334	0,317	- 0,338	- 0,184
Nouveaux emprunts de l'année	1,200	0	0,800	0
Besoin ou capacité de financement	0,865	0,317	0,461	- 0,184

Source : commune nouvelle des Deux Alpes.

L'effet de l'endettement nouveau rendu nécessaire par le remboursement de l'emprunt structuré est pleinement ressenti en 2018 mais s'estompe ensuite. Cependant, l'hypothèse retenue de 2 M€ d'endettement nouveau, hors endettement pour le remboursement de l'emprunt structuré, constitue une forte contrainte.

**Tableau 6 : la capacité de désendettement, prospective**

	2017	2018	2019	2020
Encours de la dette M€	27,341	38,538	36,148	33,015
Epargne brute M€	2,530	2,592	3,322	3,419
Capacité de désendettement (ans)	10,8	14,9	10,9	9,7

Source : commune nouvelle des Deux Alpes.

**6- ANNEXE****6.1- Réponse de M. Pierre BALME, maire de la commune des Deux Alpes**

CRC Auvergne, Rhône-Alpes

KAR A180733 KJF

22/05/2018

Secrétariat général

Courriel : [c.nevejans@mairie2alpes.fr](mailto:c.nevejans@mairie2alpes.fr)

Nos réf. : PB/TH/CN

Objet : réponse aux observations définitives relatives à la Commune nouvelle Les Deux Alpes.

Lettre R.A.R n° 1A.14.8.162.0059 2

Le 17 mai 2018



Madame la Présidente  
Chambre Régionale des Comptes  
Auvergne Rhône-Alpes  
124 Boulevard Vivier-Merle  
CS 23624  
69503 LYON CEDEX 3

Madame la Présidente,

Vous m'avez transmis en date du 18 avril 2018 le rapport définitif de la chambre régionale des comptes relatif au contrôle des comptes et de la gestion de la Commune nouvelle des Deux Alpes.

Par la présente, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance ma réponse au moyen du document ci-joint.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie de croire, Madame la Présidente, en l'assurance de mes respectueuses salutations.



Pierre BALME,  
Maire



Réponse de M. le Maire des Deux Alpes aux observations définitives de la Chambre régionale des comptes  
relatives à la Commune nouvelle des Deux Alpes – 17 mai 2018

Les éléments de réponse sont fournis dans l'ordre de présentation du rapport de la Chambre régionale des comptes.

**Recommandation n°1** (mise en place d'une comptabilité d'engagement et respect de l'instruction budgétaire M14) :

Depuis sa date de création au 1<sup>er</sup> janvier 2017, la commune nouvelle des Deux Alpes a mis en place une comptabilité d'engagement pour l'ensemble de ses services.

Cette comptabilité d'engagement sera intégrée dans un règlement financier interne sur lequel la Commune nouvelle travaille et qui sera officialisé dans le courant de l'année 2018.

**Recommandation n°2** (gestion de la commande publique par un service, en le dotant des outils adéquats) :

Dès le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et la mise en place de la commune nouvelle des Deux Alpes, la municipalité a tenu à mettre en place un service des marchés publics composé de deux agents placés sous la responsabilité d'un directeur général adjoint, membre du comité de direction aux côtés de la directrice générale des services.

Le rôle de ce service est donc de veiller au bon respect des procédures édictées par l'ordonnance N° 2015.899 du 23 juillet 2005 et le décret N° 2016.360 du 25 mars 2016.

Pour cela, il a été chargé dès le 1<sup>er</sup> janvier 2017 de recenser l'ensemble des familles d'achat concerné par ces procédures, en analysant les dépenses réalisées par les anciennes communes de Mont de Lans et de Venosc, et par le SIVOM.

Le service des marchés publics veille également à apporter son conseil aux services acheteurs et à l'ordonnateur dans le choix de la procédure formalisée idoine lorsque celle-ci est nécessaire.

Ainsi, à la date d'aujourd'hui, ce service a identifié 58 procédures formalisées ou adaptées, qui ont été lancées ou sont préparées dans le cadre de l'exécution budgétaire 2018.

**Recommandation n°3** (respect de la durée légale du temps de travail) :

Le temps de travail, conformément à la loi, avait fait l'objet d'un accord dans chacune des structures fusionnées au sein de la commune nouvelle au 1<sup>er</sup> janvier 2017 :

- Pour la Commune de Venosc, par délibération du 30 novembre 2001.
- Pour la Commune de Mont de Lans, accord du 24 octobre 2001.
- Pour le SIVOM, accord du 18 décembre 2001.

L'élaboration d'un nouvel accord sur le temps de travail, propre à l'organisation de la commune nouvelle et respectant la durée légale, se fera dans le cadre des travaux du Comité technique en associant les représentants du personnel.

**Recommandation n°4** (respect de la réglementation relative aux heures supplémentaires) :

La priorité de la commune nouvelle est le respect de la durée légale du temps de travail. Ainsi, les heures supplémentaires, dont le nombre est réglementairement défini à 25 heures au maximum par agent et par mois (dont les heures du dimanche, des jours fériés et de nuit), sont uniquement des heures faites à la demande du chef de service et dépassant l'amplitude horaire définie par le cycle de travail.

Conformément à la circulaire du 11 octobre 2002 relative au nouveau régime indemnitaire des heures et travaux supplémentaires au sein de la fonction publique territoriale, la Commune nouvelle s'attachera, dans

le cadre de l'élaboration du nouvel accord sur le temps de travail précité, à déterminer dans quelles conditions les heures supplémentaires feront l'objet d'une compensation :

- soit sous la forme d'un repos compensateur d'une durée égale aux heures supplémentaires effectuées,
- soit sous la forme d'une rémunération.

**Recommandation n°5** (inventaire détaillé des biens de la délégation) :

Conscientes de la nécessité de disposer d'inventaires détaillés des biens de retour et de reprise des 3 conventions de délégation portant sur l'exploitation du domaine skiable, afin notamment de pouvoir préparer le renouvellement à venir des conventions, les communes de Mont de Lans, de Venosc et de Saint Christophe en Oisans ont confié à un prestataire extérieur une mission d'audit intégrant la réalisation de tels inventaires.

Les inventaires réalisés dans ce cadre pour les biens de retour et de reprise assortis de leur valeur nette comptable, sont en cours de finalisation de façon contradictoire avec la société DAL.

**Recommandation N°6** (mise en place d'un comité de pilotage et de suivi, et appel à des experts) :

Les Communes de Venosc et de Mont de Lans ont régulièrement rencontré leur délégataire notamment dans le cadre de la réalisation des investissements sur ces dernières années : télésièges du Diable, piste de retour, enneigement artificiel, et la Commune nouvelle a fait appel à un groupement de cabinets d'experts pour auditer les biens de retour et de reprise.

**Recommandation N°7** (réexamen des règles d'indemnisation des propriétaires de terrains traversés par les remontées mécaniques et les pistes) :

Ce point sera revu dans le cadre de la nouvelle délégation de service public mais avec le souci de conserver les accords et les relations de bonne entente que le délégataire actuel et les anciennes communes étaient parvenus à instaurer avec les propriétaires.

**Recommandation N° 8** (préparation du renouvellement de la convention) :

La Commune nouvelle a d'ores et déjà lancé une démarche de préparation du renouvellement des contrats de délégation conclus avec les communes de Mont de Lans et de Venosc, afin de lancer une procédure de mise en concurrence conforme à l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession devant lui permettre de définir un nouveau programme d'investissement et de nouvelles modalités de contrôle de la délégation.

Les communes de Mont de Lans et de Venosc (ainsi que celle de Saint-Christophe en Oisans) ont ainsi respectivement conclu en 2016 'un accord-cadre pour un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les missions d'étude d'une éventuelle nouvelle DSP globale couvrant l'ensemble du domaine skiable' (cf. accord-cadre en Annexe 8), auquel la Commune nouvelle s'est substituée pour Mont de Lans et Venosc.

Dans le cadre de cette démarche, elle a également mis en place un comité de pilotage associant le maire de la commune nouvelle, les maires des communes déléguées, la directrice générale des services, le directeur général adjoint en charge des finances, et le directeur des services techniques, et les experts juridiques et financiers prestataires de l'accord-cadre à savoir LEXCASE (mandataire), RH Solutions, KPMG Expertise et Conseil, G2A Consulting, et CIME SARL.

**Recommandation N°9** (conclusion d'une convention pour la télécabine de Venosc) :

Les démarches visant à la conclusion d'une nouvelle convention entre la Commune nouvelle, le département de l'Isère et le délégataire sont d'ores et déjà engagées. Les conventions s'attacheront à déterminer de façon claire et précise les engagements respectifs des parties.

**Réponse à votre recommandation N°10** (gestion de la production de neige de culture) :

Il existe d'ores et déjà un inventaire détaillé et valorisé des installations de neige de culture.

La réalisation des investissements de neige de culture a fait l'objet de conventions spécifiques à chaque programme de travaux passés entre le SIVOM des Deux Alpes et la société Deux Alpes Loisirs. Par suite, indépendamment de la question du partage du financement et des modalités d'amortissement des investissements, la propriété du SIVOM (et désormais de la commune nouvelle) sur les installations de neige de culture se déduit de l'application du mécanisme des biens de retour.



Le Maire,

Pierre BALME

Les publications de la chambre régionale des comptes  
Auvergne-Rhône-Alpes  
sont disponibles sur le site internet des juridictions financières :  
<https://www.ccomptes.fr>

**Chambre régionale des comptes  
Auvergne-Rhône-Alpes**  
124-126 boulevard Vivier Merle CS 23624  
69503 Lyon Cedex 03

[auvergnerhonealpes@crtc.ccomptes.fr](mailto:auvergnerhonealpes@crtc.ccomptes.fr)